

Francis WASSMER
Christian BERTHOLD
Denis BERTHOLD
Annabel CORDELLIER
Sébastien GUY
Céline LEININGER
Frédéric LINDENMANN
Muriel MULLER
Christophe SPRAUEL
Christian CHARPILLOZ
Olivier DEL ROSSO
Eric ESTREICH-BOUSSER
Arnaud GUTHERTZ
Daniel KAISER
Olivier LOBSTEIN
Stéphane LOGEL
Sébastien MEYER
Christophe NITSCHÉ
Renaud PFLIEGER
Franck-Olivier THEOBALD
Hervé WENTZINGER
Lucille YVARS

R A P P O R T

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

Institut Saint Joseph de Bellemagny - Lutterbach
62 rue Aristide Briand
68460 LUTTERBACH

* * *

présenté à l'assemblée générale du 29 avril 2021

FIBA SAS - SIEGE SOCIAL

7 avenue de l'Europe - Espace Européen de l'Entreprise - 67300 SCHILTIGHEIM
ADRESSE POSTALE : CS 60034 - 67013 STRASBOURG CEDEX
Tél. 03 88 18 59 59 - Fax 03 88 18 83 81 - E MAIL : strasbourg@groupe-fiba.fr
RCS Strasbourg 698 501 442 00090

Société par Actions Simplifiée au capital de 612 500 € - NAF 6920 Z - N° TVA Intr. : FR 49 698501442 - Lieu de juridiction : Strasbourg
Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes - Inscrite au Tableau Régional de l'Ordre - Membre de la Cie Régionale de Colmar

BECM : IBAN : FR76 1189 9001 0000 0375 2614 546 - BIC : CMCIFR2A

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Institut Saint Joseph de Bellemagny - Lutterbach relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes « II. Principes, règles et méthodes comptables - A - Changement de méthode comptable » et « V. Ressources de l'association Institut Saint Joseph » de l'annexe des comptes annuels relatifs au changement de méthode comptable lié à l'application du nouveau règlement comptable associatif et à la méthode de comptabilisation des recettes des participations des résidents et des recettes Prix de journée des autres départements.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu le processus mis en place par la direction notamment sur les points suivants :

- Concernant les provisions pour risques et charges, nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, et à revoir par sondages les calculs effectués ;
- Concernant les immobilisations, nous avons procédé à l'appréciation de leur durée d'amortissement ;
- Concernant les subventions, nous avons vérifié le cadre conventionnel des subventions reçues de la part des financeurs, ainsi que leur correcte comptabilisation.

Comme mentionné ci-avant, la note « II. Principes, règles et méthodes comptables - A - Changement de méthode comptable » de l'annexe aux comptes annuels expose le changement de méthode résultant de l'application du règlement ANC n°2018-06. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mulhouse, le 9 avril 2021

Le Commissaire aux Comptes
FIBA S.A.S.

DocuSigned by:

1617EF3BBE89455...

Renaud PFLIEGER
Membre de la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes de Colmar

Bilan - Actif arrêté au 31/12/2020 (toutes écritures)

Libellé	Brut	Amortist	Net	Net A-1
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	53 660,41	53 660,41		7 429,09
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immos incorpor				
Immobilisations Corporelles				
Terrains	536 126,45	212 677,37	323 449,08	218 989,63
Constructions	9 544 711,40	4 104 935,80	5 439 775,60	5 719 014,56
Installations techniques, matériel et outilla	2 435 861,99	1 256 343,88	1 179 518,11	1 234 728,38
Autres immobilisations corporelles	974 186,09	676 922,64	297 263,45	323 653,64
Immobilisations corporelles en cours	17 040,00		17 040,00	86 824,02
Avances et acomptes sur immos corporell				
Immobilisations Financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	68 357,36		68 357,36	58 210,66
Autres immobilisations financières	1 025,00		1 025,00	1 025,00
Total (I)	13 630 968,70	6 304 540,10	7 326 428,60	7 649 874,98
Comptes Liaisons				
Comptes Liaisons Investissement				
Comptes Liaisons Fonctionnement				
Total (II)				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Matières premières, approvisionnements				
Autres approvisionnements				
En cours de production de biens et servic				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur comm				
Créances				
Créances redevables et comptes rattaché	168 831,55		168 831,55	187 585,76
Autres créances	29 853,42		29 853,42	16 209,88
Valeurs mobilières de placement	556 124,00		556 124,00	555 518,00
Disponibilités	1 094 877,31		1 094 877,31	1 170 632,56
Charges constatées d'avance	16 279,16		16 279,16	10 823,69
Total (III)	1 865 965,44		1 865 965,44	1 940 769,89
Charges à répartir sur plusieurs exerci				
Total (IV)				
Primes de remboursement des obligati				
Total (V)				
Ecart de conversion (actif)				
Total (VI)				
Total Actif	15 496 934,14	6 304 540,10	9 192 394,04	9 590 644,87

Bilan - Passif arrêté au 31/12/2020 (toutes écritures)

	Libellé		Net	Net A-1
	Fonds Propres			
	Fonds associatifs sans droit de reprise		967 697,64	1 182 788,91
	Ecarts réévaluation sur biens sans droit de repr.			
	Fonds associatifs avec droit de reprise			
	Dons et legs			
	Subventions d'investissement			
	Ecarts réévaluation sur bien avec droit repr			
	Réserves			
	Excédents affectés à l'investissement			546 965,01
	Réserve de compensation			13 181,13
	Réserve de trésorerie		665 792,82	66 780,59
	Autres réserves			40 627,96
	Report à nouveau		-227 060,75	-214 370,42
	RESULTAT DE L'EXERCICE		-960,65	-14 452,20
	Subventions d'investissement (renouvelables)		268 131,95	52 254,42
	Provisions réglementées			
	Provision pour réserve de trésorerie			
	Réserves des plus-values nettes d'actif		75 401,06	71 542,16
	Autres provisions réglementées		434 341,21	455 681,78
	Comptes de liaison			
	Total (I)		2 183 343,28	2 200 999,34
	Provisions pour risques et charges		5 692,38	5 692,38
	Fonds dédiés			
	Total (III)		5 692,38	5 692,38
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts et dettes auprès des établissts de crédit		6 153 574,04	6 616 179,30
	Emprunts et dettes financières divers		11 925,66	15 439,99
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	Redevables créditeurs			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		126 907,80	111 401,84
	Dettes fiscales et sociales		515 603,65	530 021,98
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 296,70	1 140,00
	Autres dettes		150 829,70	109 770,04
	Produits constatés d'avance		43 220,83	
	Total (IV)		7 003 358,38	7 383 953,15
	Ecarts de conversion (passif)			
	Total (V)			
	Total Passif		9 192 394,04	9 590 644,87

Compte de Résultat - Charges arrêté au 31/12/2020 (toutes écritures)

Libellé	Net	Net A-1
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières et fournitures		
Variation de stock matières premières et approvisi		
Achats d'autres approvisionnements		
Variation de stock autres approvisionnements		
Achats non stockés de matières et fournitures	285 685,54	269 600,17
Services extérieurs et autres	739 823,24	767 929,18
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémun.	278 180,72	281 872,27
Impôts, taxes et versements assimilés autres	17 908,00	6 372,00
Salaires et traitements	2 345 656,39	2 233 636,10
Charges sociales	717 475,37	721 815,29
Dotation aux amortissements sur immobilisations	522 449,63	523 203,30
Dotation aux amortissements sur charges à répartir		
Dotation provisions sur immobilisations		
Dotation provisions sur actif circulant		
Dotation provisions pour risques et charges		5 692,38
Autres charges	389,48	512,78
Total (I)	4 907 568,37	4 810 633,47
Charges financières		
Dotation aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	75 155,51	95 314,56
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières		
Total (II)	75 155,51	95 314,56
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Exercice courant		652,02
Exercices antérieurs		
Sur opérations en capital		
Dotation aux provisions : réserve de trésorerie		
Dotation aux provisions : réserve des plus-values	3 858,90	3 606,61
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
Impôts sur les sociétés	228,41	858,24
Total (III)	4 087,31	5 116,87
Total (I)		
Total Charges	4 986 811,19	4 911 064,90

Compte de Résultat - Produits arrêté au 31/12/2020 (toutes écritures)

	Libellé		Net	Net A-1
	Produits d'exploitation			
	Ventes de marchandises			
	Production vendue prestations de services			
	Production vendue divers			
	Production stockée ou déstockage de production			
	Production immobilisée			
	Dotations et produits de tarifications		4 907 247,62	4 826 710,37
	Subvention d'exploitation et participations		1 999,98	
	Reprise sur provisions et amortissements			
	Transfert de charges		13 632,48	6 006,74
	Autres produits		431,10	2 363,51
	Total (I)		4 923 311,18	4 835 080,62
	Produits financiers			
	De participations et des immobilisations financier		980,51	3 649,24
	Revenus des valeurs mobilières de placement			
	Reprises sur provisions			
	Transferts de charges			
	Différences positives de change			
	Produits nets s/cession de valeur mobilière plac		606,80	815,61
	Total (II)		1 587,31	4 464,85
	Produits exceptionnels			
	Sur opérations de gestion			31 214,55
	Exercices antérieurs			
	Sur opérations en capital		39 611,48	4 512,11
	Reprise sur provision réglem : réserve trésorerie		21 340,57	
	Reprise sur provision réglem : réserve plus-values			
	Reprises sur autres provisions			21 340,57
	Report des ressources non utilisées			
	Transfert de charges			
	Total (III)		60 952,05	57 067,23
	Résultat débiteur = Déficit		960,65	14 452,20
	Total (IV)		960,65	14 452,20
	Total Produits		4 986 811,19	4 911 064,90

ANNEXE

au Bilan du 31/12/2020
et au Compte de résultat du 01/01/2020 au 31/12/2020

I. DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION ET EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

ASSOCIATION INSTITUT SAINT JOSEPH DE BELLEMAGNY-LUTTERBACH :

L'Institut Saint Joseph est une association à but non lucratif de droit local d'Alsace-Lorraine. Elle est inscrite au tribunal d'instance de Mulhouse sous le N° Volume 77, Folio 83. Son siège social est au 62 rue Aristide Briand 68460 LUTTERBACH. Le but de l'association est de :
« a) créer et gérer des établissements spécialisés pour les personnes handicapées et inadaptées atteintes de déficiences intellectuelle et physique, ainsi que de troubles associés exigeant le recours à des techniques particulières.

b) Développer et propager des œuvres de bienfaisance ayant un rapport direct ou indirect avec le but principal figurant sous a) »

L'Institut Saint Joseph gère un Foyer d'Accueil Spécialisé de 98 places et un Foyer d'Accueil Spécialisé pour Personnes Handicapées Vieillissantes de 16 places.

L'association est dirigée par un Conseil d'Administration de 9 bénévoles élus par l'assemblée générale du 26 avril 2018. Le président de l'association est M. Joseph STAMPFLER élu par le Conseil d'Administration réunit à la même date.

EVENEMENT PRINCIPAUX DE L'EXERCICE 2020 :

- La Pandémie Covid19 a frappé de plein fouet notre établissement. Trois résidents sont décédés pendant la première vague de mars-avril et trois autres durant la deuxième vague en novembre 2020 ;
- Le département du Haut-Rhin a financé une prime de 1000€ nets par salariés présents pendant la première vague, soit un total de 93K€ ;
- L'application des gestes barrières et les différents confinements n'ont pas permis de réaliser les transferts habituels (-22K€ par rapport à 2019) ;
- Embauche de nombreux CDD pour remplacer le personnel absent (+78K€ brut par rapport à 2019) ;
- Trois départs à la retraite et une rupture conventionnelle ont eu lieu en 2020 (50K€) ;
- Finalisation des travaux du quai de déchargement pour les livraisons (128 K€).

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

A – Changement de méthode comptable :

L'application du règlement ANC N°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations constitue un changement de méthode comptable et entraîne une modification de la présentation des états financiers :

Les postes suivants ont été impactés par ce changement :

- Comptabilisation des subventions en comptes 131 et amortissement des subventions en compte de résultat 777.
- Comptabilisation des contributions volontaires en compte 8.

Par ailleurs, l'application de la nouvelle méthode aux opérations en cours ne peut avoir pour effet de modifier les comptes des exercices antérieurs.

Ainsi le bilan et le compte de résultat N-1 ne peuvent être affectés. Les états financiers présentés font ainsi figurer l'ensemble des rubriques apparaissant sur les nouveaux états (ANCN°2018-06) et sur les anciens états (ANC N°1999-01).

B - Méthodes comptables :

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes, par rubriques significatives :

Immobilisations incorporelles et corporelles

L'association a mis en œuvre la comptabilisation des immobilisations par composants. Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition qui comprend les frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire. Le début de l'amortissement est compté à partir de la date de facturation de l'immobilisation et sur la durée de vie prévue soit :

- | | |
|---|------------------|
| - Logiciels et matériel informatique : | 3 ans |
| - Matériels divers : | 5 ans |
| - Aménagements intérieurs : | 10, 15 ou 20 ans |
| - Installations techniques | 20 ans |
| - Façades, Toitures, Métallerie | 30 ans |
| - Aménagements extérieurs | 30 ans |
| - Gros œuvre, Terrassement, Prest. Intellect. | 47 ans |

Disponibilités

Les chèques émis par l'association sont comptabilisés à leur date d'émission. La concordance par rapport à l'extrait se fait par un état de rapprochement.

Immobilisations financières

La participation à l'effort de construction est comptabilisée sous forme de prêt sur 20 ans.

Provisions pour risques

Les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, l'association a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce

tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Les litiges pour lesquels l'association considère qu'il n'y aura pas de sortie d'argent probable sont considérés comme des passifs éventuels et font l'objet, le cas échéant, d'une note complémentaire dans l'annexe.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Fonds gérés pour le compte des résidents

Afin de se conformer aux prescriptions du plan comptable des établissements sociaux et médico-sociaux, les créances et dettes existantes au 31 décembre relatives à la gestion de l'argent de vie des résidents sont intégrées au bilan de l'association dans les postes suivants :

Actif :

Disponibilités : 148 529 €

Passif :

Autres dettes : 148 529 €

Cet argent n'appartient pas à l'association et à ce titre n'a généré aucune incidence sur le résultat de la période écoulée.

III. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

<i>Valeurs brutes</i>	<i>Ouverture</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Poste à poste</i>	<i>Diminution</i>	<i>Clôture</i>
<i>Immo Incorporelles</i>	53 660 €	0 €	0 €	0 €	53 660 €
<i>Immo Corporelles</i>	13 246 097 €	180 097 €	78 544 €	13 851 €	13 490 887 €
<i>Immo en cours</i>	86 824 €	8 760 €	-78 544 €	0 €	17 040 €
TOTAL	13 386 581 €	188 857 €	0 €	13 851 €	13 561 587 €

Amortissements

<i>Valeurs brutes</i>	<i>Ouverture</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>Clôture</i>
<i>Immo Incorporelles</i>	46 231 €	7 429 €	0 €	53 660 €
<i>Immo Corporelles</i>	5 749 710 €	515 021 €	13 851 €	6 250 880 €
TOTAL	5 795 941 €	522 450 €	13 851 €	6 304 540 €

Immobilisations financières

➤ Prêts	68 357 €
↳ Prêt 1% Construction sur 20 ans	68 357 €
➤ Cautions	1 025 €
↳ Caution station-service et bouteille gaz	1 025 €

Créances

➤ **Résidents : reversement des ressources :** **85 913 €**

➤ **Départements : prix de journée total :** **82 918 €**

Département	- 1 an	+ 1 an
Cher	3 017 €	
Haute-Garonne	10 859 €	
Bas-Rhin	43 539 €	
Haut-Rhin	0 €	
Haut-Rhin Etat	21 826 €	
Vosges	3 677 €	

➤ **Autres Créances à - 1an** **29 853 €**

↳ Personnel avance et acompte	7 €
↳ Ind. Journalières CPAM à reverser	6 072 €
↳ Subvention à recevoir	2 000 €
↳ Prix de journée à recevoir	5 463 €
↳ UNIFAF – Plan de formation	11 161 €
↳ Divers à recevoir	5 150 €

Actif circulant

➤ **Charges constatées d'avance** **16 279 €**
- Fuel 4 425 €
- Assurance Institut 11 415 €
- Assurance RC CSE 439 €

IV. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

➤ **Tableau de variation des fonds associatifs**

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 182 789 €	0 €	215 091 €	967 698 €
Excédents affectés à l'investissement	546 965 €	0 €	0 €	546 965 €
Réserve de Compensation	13 181 €	0 €	1 762 €	11 419 €
Réserve de trésorerie	66 780 €	0 €	0 €	66 780 €
Excédent affecté en réserve de compensation des charges d'amortissement	40 628 €	0 €	0 €	40 628 €
Report à nouveau	-214 370 €	0 €	12 690 €	-227 060 €
Résultat de l'exercice	- 14 452 €	14 452 €	961 €	- 961 €
Subventions d'investissement	52 254 €	754 912 €	539 034 €	268 132 €
Réserve des plus-values nettes d'actif	71 542 €	3 859 €	0 €	75 401 €
Autres provisions réglementées	455 682 €	0 €	21 341 €	434 341 €
TOTAL	2 200 999 €	773 223 €	790 879 €	2 183 343 €

➤ **Passifs éventuels**

5 692 €

- A partir du 1^{er} janvier 2019, l'Institut Saint Joseph a pris l'initiative de suivre la jurisprudence de la cour de cassation concernant la récupération des jours fériés travaillés par le personnel en annualisation (Art 23bis de la CCN du 15/03/1966) : octroyer un jour de repos supplémentaire. De même, concernant le maintien de salaire en cas de maladie, depuis le 1^{er} janvier 2019 nous maintenons intégralement le salaire des personnes en maladie et en particulier la prime de dimanche et jours fériés qui ne devrait être versée que pour travail effectif. L'ensemble du personnel a été informé de ces décisions plus favorables aux salariés qui ont été très bien accueillies. Seul deux salariés nous assignent aux prud'hommes pour réclamer les arriérés sur trois ans de ces deux décisions. Nous provisionnons donc ces sommes à 5 692 €, car il y a une forte probabilité de devoir payer.

Dettes :

➤ **Emprunts : situation au 31/12/2020**

N° prêt CDC	Date	Organisme	Montant	Remboursé au 31/12/2020	Reste à rembourser
0937474	12/04/2001	C.D.C.	2 659 417 €	1 961 843 €	697 574 €
5089440	28/10/2016	C.D.C.	6 200 000 €	744 000 €	5 456 000 €
TOTAL			8 859 417 €	2 705 843 €	6 153 574 €

Etat des remboursements à venir

N° prêt CDC	Reste à rembourser	à – 1 an	de 1 à 5 ans	à + 5 ans
0937474	697 574 €	129 348 €	506 108 €	62 118 €
5089440	5 456 000 €	248 000 €	992 000 €	4 216 000 €
TOTAL	6 153 574 €	377 348 €	1 498 108 €	4 278 118 €

Intérêts courus non échus au 31/12/2020 : 11 926 €

➤ **Autres dettes : 752 334 €**

792 473€ seront payées à moins d'un an dont :

- Fournisseurs et factures non parvenues : 126 908 €
- Dettes Sociales et Fiscales 515 604 €

V. RESSOURCES DE L'ASSOCIATION INSTITUT SAINT JOSEPH

Prix de journée

Le Prix de Journée, établi à partir d'un budget prévisionnel, couvre l'ensemble des charges de l'exercice y compris les dotations aux amortissements.

2020 : La dotation nette globalisée de 3 546 592 € allouée par le Conseil Départemental du Haut-Rhin est payée par douzième chaque mois. Les résidents reversent une partie de leurs ressources au Conseil Départemental, ce qui vient compléter cette dotation de 893 221 €.

Le Prix de journée FAS et FASPHV fixé par le Conseil Départemental du Haut-Rhin pour les autres départements est de 115,14€ pour les sept premiers mois de l'année et 118,62€ à

partir du premier août 2020. Le prix de journée réduit est obtenu en soustrayant le forfait journalier hospitalier de 20€.

La nouvelle convention de dotation globale signée en juillet 2020 avec le Conseil Départemental du Haut-Rhin nous impose d'ajuster les recettes des participations des résidents et des recettes Prix de journée des autres départements aux budgets autorisés pour ces deux postes. S'il les recettes de l'année sont supérieures aux budgets autorisés l'excédent doit être comptabilisé en 487 Produits constatés d'avance, en revanche, si les recettes sont inférieures aux budgets autorisés, la différence doit être comptabilisé en 4487 Produits à recevoir. En l'occurrence pour l'année 2020, 43 K€ sont comptabilisés en produits constatés d'avance sur les participations des résidents et 5K€ sont comptabilisés en produits à recevoir sur le prix de journées des autres départements.

VI. **ENGAGEMENTS HORS BILAN**

➤ **Engagement de crédit-bail mobilier :**

↳ Photocopieur IMC 3000 de la marque RICOH : début de contrat le 01/04/2019 avec réintégration du solde du contrat précédent.

Crédit-bail	Contrat initial	Loyers payés au 31/12/2020	Encours des loyers restants
LIXXBAIL	15 600 €	5 460 €	10 140 €

Crédit-bail	Encours des loyers restants	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
LIXXBAIL	10 140 €	3 120 €	7 020 €	0 €

➤ **Engagement d'Indemnités de Départ à la Retraite :**

La méthode d'estimation des indemnités de départ en retraite à la date de clôture consiste à prendre en compte l'ancienneté prévisible à 65 ans pour appliquer le barème conventionnel d'indemnisation. Le montant ainsi obtenu est proratisé en fonction de l'ancienneté à la date de clôture.

Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de départ à la retraite sont les suivantes :

- Age de départ : 65 ans
- Indemnités : calculées suivant la convention collective du 15 mars 1966
- Taux de rotation du personnel : faible
- Initiative du départ : employé
- Taux de progression des salaires : 1 %
- Taux d'actualisation : 0,4%

Pour des raisons de clarté, ces chiffres sont présentés dans un tableau par tranche d'âge et plus particulièrement la tranche des 57 ans et plus :

Population	Indemnités brutes calculées	Charges sociales sur IDR (32,43%)	Charges fiscales sur IDR (12,41 %)	Total
20 à 35 ans	14 563,52	4 722,95	1 807,33	21 093,80
36 à 50 ans	104 303,01	33 825,47	12 944,00	151 072,48
Plus de 50 ans	235 727,23	76 446,34	29 253,75	341 427,32
<i>Dont 57 ans et plus</i>	<i>117 932,03</i>	<i>38 245,36</i>	<i>14 635,37</i>	<i>170 812,76</i>
Ensemble du personnel	354 593,77	114 994,76	44 005,09	513 593,61

➤ **Engagements reçus :**

RETENUES DE GARANTIE :

L'Institut Saint Joseph, pour chacun des marchés, retient 5% du montant global au titre de la retenue de garantie, soit au 31/12/2020 : 1 647 € TTC pour les travaux de création du quai de déchargement.

GARANTIES D'EMPRUNTS :

Le Conseil Départemental du Haut-Rhin a accordé en 2001 à l'Institut Saint Joseph de Bellemagny-Lutterbach une garantie de prêt d'un montant de 2 553 521 € sur 25 ans. Au 31/12/2020, il reste une garantie de 697 574 € sur 5 ans et demi. L'Institut a accepté en contre garantie au profit du Département une promesse d'hypothèque avec pré notation sur les biens en construction : Bâtiment St François.

Le Conseil Départemental du Haut-Rhin a accordé à l'Institut Saint Joseph de Bellemagny-Lutterbach en sa séance du 18 décembre 2015 une garantie de prêt d'un montant de 6 200 000€ sur 25 ans. Au 31/12/2020, il reste une garantie de 5 456 000 € sur 22 ans. L'Institut a accepté en contre garantie au profit du département une promesse d'hypothèque avec pré notation sur les biens en construction : Bâtiment St Vincent.

VII. AUTRES INFORMATIONS :

➤ **Rémunération des dirigeants :**

Les membres du bureau du conseil d'administration qui ont des responsabilités dans la conduite de l'Institut sont tous bénévoles (cf statuts). La directrice et le directeur adjoint, salariés de l'Institut, sont rétribués par application de la convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966.

➤ **Contributions Volontaires :**

L'Institut Saint Joseph fait appel à trois personnes bénévoles pour encadrer : une animation de bricolage 5 heures par mois, une séance de catéchèse à raison de deux heures par semaine et de la médiation animale à raison de 3 heures par semaines. Sur l'année 2020, en raison de la pandémie de Covid19 ces heures ont été réduites à 30h valorisées au taux horaire du SMIC (10,15€) augmenté des charges patronales (44,82%), soit un montant total chargé de 441€.

➤ **Honoraires et frais des commissaires aux comptes : 7 972 € TTC.**

➤ **Effectifs :**

Personnes physiques	Au 31/12/2019	Au 31/12/2020
Cadres	7	8
Non-cadres	73	73
Totaux CDI	80	81
CDD	8	12

ETP	Au 31/12/2019	Au 31/12/2020
Cadres	5,22	5,47
Non-cadres	72,43	72,43
Totaux CDI	77,65	77,90
CDD	8	12